

Une nouvelle fronde contre la SSR

REDEVANCE Un comité d'initiative s'est formé dans le but de réduire de moitié le budget actuel de la SSR. Surfant sur la dynamique du rejet du paquet d'aides aux médias, il rouvre un nouveau débat sur les missions essentielles du service public

MICHEL GUILLAUME, BERNE
 @mfguillaume

Nouvelle offensive contre la SSR! Un comité interpartis s'est formé pour plafonner à 200 francs par ménage et par an la redevance radio-TV, qui se monte actuellement à 335 francs. Comme les entreprises en seraient exemptées, il ne resterait qu'environ 750 millions de francs pour la SSR, soit un peu plus que la moitié des moyens actuels, qui s'élèvent à 1,45 milliard.

Moins de trois semaines après le rejet du paquet d'aides aux médias, les vainqueurs de la votation du 13 février surfent sur cette dynamique. «Le résultat de ce scrutin exige un changement de cap dans la politique médiatique, en particulier la fin de la constante hausse des subventions en faveur des médias», a souligné Gregor Rutz (UDC/ZH), membre de la Commission des transports et des télécommunications (CTT) du Conseil national. Dans la coprésidence du comité d'initiative ne figure aucun Romand. On y trouve trois membres de l'UDC et deux du PLR, dont Hans-Ulrich Bigler, le directeur de l'Union suisse des arts et métiers (USAM).

L'USAM fâchée

L'association faitière des PME n'a toujours pas digéré la révision de la redevance, adoptée de justesse par le peuple en juin 2015 et obligeant les entreprises à payer une taxe en fonction de leur chiffre d'affaires. L'USAM revient donc à la charge, même si le souverain, en mars 2018, avait plébiscité le service public en balayant l'initiative «No Billag» à une majorité de 72%.

«Cette redevance n'est rien d'autre qu'un impôt qui est de surcroît contraire au principe de droit fiscal visant à éviter les

doubles impositions», s'énerve Hans-Ulrich Bigler. Les chefs d'entreprise la paient déjà en tant que particuliers dans leur ménage.

Certes, la redevance a baissé de 25% ces dernières années à la suite des promesses faites par la ministre de la Communication de l'époque Doris Leuthard afin de gagner la votation sur «No Billag». «Mais elle reste la plus élevée du monde. La baisse des moyens accordés à la SSR obligera celle-ci à se rappeler de son mandat clé», s'exclame Thomas Matter (UDC/ZH). «Il est indispensable d'ouvrir un débat de fond sur la SSR et le service public», abonde dans le même sens le président des Jeunes PLR Matthias Müller. «Nous les jeunes sommes contraints de payer une offre que nous ne connaissons et que nous ne consommons guère.»

Bien que plus modérée que «No Billag», l'initiative «200 francs, ça suffit» prend elle aussi des allures de scénario catastrophe pour la SSR

Pour éviter que leur démarche n'effarouche par trop les votants comme en 2018, les initiants font deux promesses. D'une part, ils se portent garants de la protection des minorités en voulant poursuivre la péréquation financière favorisant les Romands et les Tessinois au sein de la SSR. D'autre part, ils préservent les intérêts des radios et TV régionales privées, qui garderont les 80 millions de francs qu'ils touchent aujourd'hui de la redevance.

Bien que plus modérée que «No Billag», l'initiative «200 francs, ça

suffit» prend elle aussi des allures de scénario catastrophe pour la SSR. «Le budget actuel chuterait quasiment de moitié, n'atteignant plus que 700 à 750 millions tout au plus par an», estime le directeur général de la SSR, Gilles Marchand. Avec pour conséquence un «impact massif» sur l'emploi, mais aussi un coup dur pour la branche suisse du cinéma, de la musique, de la culture et du sport. Les investissements annuels de près de 100 millions dans l'industrie audiovisuelle et dans la production indépendante seraient menacés. «De surcroît, une centralisation de la production – probablement sur un seul site – serait inévitable, cela au détriment de la couverture régionale et des minorités linguistiques», craint encore Gilles Marchand.

«Une initiative dangereuse»

Face à l'UDC et à l'aile la plus droitière du PLR, l'opposition n'aura pas la tâche facile. «C'est une nouvelle attaque contre le service public de la SSR et contre les missions qui lui sont confiées, soit une information de même qualité sur l'ensemble du territoire, regrette le vice-président du Centre Charles Juillard. «Cette initiative est dangereuse, car elle pourrait séduire un public jeune considérant que l'accès à l'information est gratuit», craint-il. De son côté, Olivier Français (PLR/VD) rassure quelque peu en affirmant qu'une grande partie de son parti combattrait cette initiative, qui vient surtout de Suisse allemande et de la région zurichoise, où les grands groupes de presse offrent déjà une information très diversifiée et où l'on pense parfois qu'on pourrait se passer du service public.

La gauche offrira un front uni face à cette initiative. «Des médias de qualité sont particulièrement importants en temps de crise, comme c'est le cas dans le contexte actuel de la guerre en Ukraine», relève Valérie Piller Carrard (PS/FR). C'est dire que nous nous battons, et jusqu'ici la population a montré son attachement au service public.» ■